



Service Eau publique

Commune d'Espirat

**Mise à jour de l'Etude de zonage
d'Assainissement**

Notice explicative

Septembre 2021



Sommaire

1	INTRODUCTION	3
2	OBJECTIF DE L'ETUDE	4
3	DONNEES SUR LA COMMUNE D'ESPIRAT	5
3.1	Situation géographique et démographique	5
3.2	Captage AEP	5
3.3	ZNIEFF	6
3.4	Urbanisme	6
3.5	Exploitation agricole ICPE	6
4	ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL	7
4.1	Réseaux existants	7
4.2	Stations d'épuration	7
4.3	Assainissement Non Collectif	8
4.3.1	Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif	8
4.3.2	Définition des catégories utilisées	9
4.3.3	Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement en 2015 :	11
4.3.4	Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2015 :	11
4.3.5	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	12
5	ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	13
5.1	Etudes de nouveaux assainissements collectifs	13
5.1.1	Etats des lieux de l'assainissement actuel	13
6	CONCLUSION	14
6.1	Assainissement collectif actuel	14
6.2	Assainissement non collectif	14

1 Introduction

La commune d'Espirat se situe sur la communauté de communes de Billom Communauté. En 2015 et avant leur fusion, les deux communautés de communes Billom Saint-Dier / Vallée du Jauron et de Mur-ès-Allier ont lancé l'élaboration d'un PLU Communautaire valant pour Programme Local de l'Habitat.

Après quatre années de travail, le PLUH a été approuvé. Dans cette démarche les services instructeurs ont demandé à Billom Communauté de mettre à jour chaque zonage assainissement des communes.

La commune d'Espirat a délégué sa compétence assainissement au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en 2019.

Elle possède un zonage d'assainissement en date de mai 2005 consultable en annexe 1.

La commune d'Espirat a réalisé en 2005 un diagnostic assainissement en parallèle des plans de zonage.

2 Objectif de l'étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

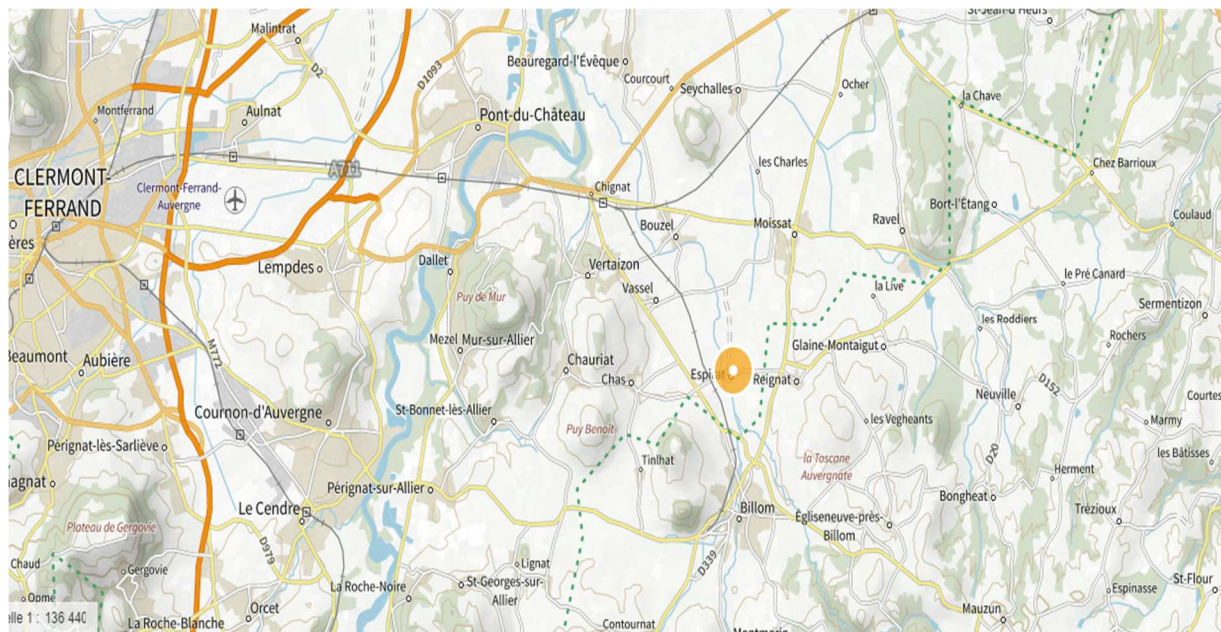
Ce rapport présente une synthèse, des études réalisées sur la commune, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d'aider la municipalité dans le choix des modes d'assainissement à retenir pour chaque village.

Il présente aussi des projets d'opportunité sur certains villages de la commune afin d'améliorer le traitement des eaux usées de la commune.

3 Données sur la commune d'Espirat

3.1 Situation géographique et démographique

La commune d'Espirat fait partie de la Communauté de communes de Billom Communauté.



Population	Espirat (63154)
Population en 2017	408
Densité de la population (nombre d'habitants au km ²) en 2017	94.4
Superficie (en km ²)	4.3
Nombre de ménages en 2017	157
Nombre de logement en 2017	175

3.2 Captage AEP

Aucun captage utilisé pour l'alimentation en eau potable n'est existant sur la commune.

3.3 ZNIEFF

La commune ne possède pas de ZNIEFF de type 1 (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique).

3.4 Urbanisme

Un SCOT est existant sur le Grand Clermont. La commune d'Espirat et Billom Communauté en font partie.

Un PLU-H en date d'octobre 2019 est existant sur Billom Communauté.

La Loi Montagne ne s'applique pas sur cette zone d'étude. La loi montagne contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les zones constructibles et non constructibles sur Espirat sont identifiées. Le PLU-H encadre le type de constructions autorisées.

Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

L'activité agricole devra être conservée en priorité.

L'urbanisation de terre agricole ne sera pas possible exceptés dans les cas suivants :

- la construction ou l'installation est nécessaire à l'exploitation agricole,
- les parcelles concernées présentent une faible valeur agricole de par leur déclivité forte et sont d'une faible valeur agronomique.

Afin de satisfaire cette exigence de compatibilité, les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard devront être classés en zones agricole (A) ou naturelle (N) des PLU et dans les secteurs non constructibles des cartes communales. Cependant, ces espaces pourront accueillir certaines constructions si ces dernières sont compatibles avec les exigences de préservation.

3.5 Exploitation agricole ICPE

Aucune exploitation agricole n'est classée.

4 Assainissement Collectif et Non Collectif Actuel

4.1 Réseaux existants

La commune d'Espirat est composée que d'un village principal et de quelques maisons éparses et isolées. Elle possède un réseau d'assainissement principalement séparatif sur le village.

La commune d'Espirat a réalisé en 2005 un diagnostic assainissement. Cette étude a abouti à la mise en séparatif de la majorité des conduites d'eaux usées de la commune. Les travaux se terminent au moment de l'élaboration de ce rapport. Seule une antenne restera unitaire.

Le tableau suivant reprend l'inventaire des ouvrages existants (septembre 2021) sur la commune. Les linéaires de réseaux ne comprennent pas les futurs travaux de la commune. Ces linéaires ont été calculés à partir des données à jour du SIG de la SEMERAP.

Etat des lieux des ouvrages existants ESPIRAT	
Réseau eaux usées strictes	4 409 ml
Réseau eaux pluviales	2 883 ml
Réseau unitaire	750 ml
Grille et avaloir	103
Regard de visite	187
Déversoir d'orage	3

4.2 Stations d'épuration

Une station d'épuration de capacité nominale 500 Equivalent Habitant (EH) de lit bactérien a été mise en service en septembre 2007. La station traite la pollution de manière moyenne selon les rapports de visites du SATEA (Service d'Assistance Technique à l'Eau et l'Assainissement) de 2019.

4.3 Assainissement Non Collectif

4.3.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d'assainissement collectif doivent se munir d'un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l'arrêté du 6 mai 1996 met en avant l'utilisation des techniques d'épuration par épandage souterrain.

La nouvelle législation oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome situés sur leur territoire. Elle comprend la vérification technique de la conception et de la réalisation des installations nouvelles ou réhabilitées et la vérification périodique du bon fonctionnement des installations existantes.

Le règlement permet également aux communes d'en prendre en charge l'entretien (vidange des fosses).

Cette réglementation implique donc la création par les communes d'un Service Public de gestion pour l'Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l'assainissement collectif et à mettre en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des différents dispositifs d'assainissement.

La commune d'Espirat a décidé de confier ses compétences assainissement collectif au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en 2019. Le SIAREC a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement par Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Es Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux.

La commune d'Espirat a confié sa compétence assainissement non collectif au SIAREC en janvier 2021.

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

- **L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

- **L'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune.

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces

compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

4.3.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) et ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire* ou environnemental*.

Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :
 - a) Installation présentant :
 - soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
 - soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;
 - b) Installation incomplète* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire
 - c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.
- **Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré : Installation incomplète*** ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu environnemental

Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente

- **En cas d'absence d'installation** :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

***« Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

*** « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

*** « Zones à enjeu environnemental » :** les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

4.3.3 Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement en 2015 :

Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune
Nombre d'abonnés possédant un système d'assainissement non collectif	1
Nombre d'abonnés assujettis à la taxe d'assainissement collectif	183
Nombre d'abonnés sans rejets d'eaux usées (Agricole, jardin, garage)	0
Total	184

4.3.4 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2015 :

La commune d'Espirat avait délégué sa compétence SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) à la SEMERAP. En 2015, la SEMERAP a réalisé une enquête afin de contrôler la seule installation autonome de la commune.

Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune
Visites faites	1
ANC Neuf	0
Nombre de visite reportée	0
Nombre de refus de visite ou d'absence le jour de la visite	0
Total	1

La seule installation présente sur la commune est classée comme : « **non-conformes incomplètes ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** ». Ces installations sont incomplètes ou leur fonctionnement n'est pas optimal voire insuffisant. Ces installations présentent des risques sanitaires et/ou environnementaux mais elles ne présentent pas de nuisances importantes.

Ces installations devront être réhabilitées [lors de la vente des habitations.](#)

4.3.5 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Les terrains de la commune sont composés de terres argileuses ou argilo-calcaires peu adaptées à l'infiltration des eaux issus des procédés d'assainissement autonomes.

Il est donc préconisé sur ce type de sol l'installation de filières drainées tel que le filtre à sable vertical ou horizontal drainé.

Néanmoins, en fonction des épaisseurs de sol et des pentes des terrains, chaque filière d'assainissement autonome devra être adaptée à la parcelle. Une étude de sol à la parcelle est préconisée, en cas de nouvelle installation ou en rénovation.

5 Etude des scénarios d'assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d'études d'avant-projet avant réalisation.

5.1 Etudes de nouveaux assainissements collectifs

5.1.1 Etats des lieux de l'assainissement actuel

L'ensemble du village d'Espirat est desservi par un réseau d'eaux usées principalement séparatif. Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune. Ces terrains sont tous à proximité du réseau existant.

6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf carte de Zonage d'Assainissement consultable en annexe 2) :

6.1 Assainissement collectif actuel

Le bourg et toutes les habitations de la commune desservies par le réseau de collecte des eaux usées relèveront de l'assainissement collectif.

6.2 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et situées en dehors de villages cités précédemment relèveront de l'assainissement autonome. Ainsi, seule une habitation est concernée. Elle se situe sur les parcelles YA 57 et 67.

ANNEXES

Annexe 1

Ancien plan de zonage de 2005

Annexe 2

Nouveau plan de zonage



SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises
Rue Richard Wagner
BP 60030
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38
Email : contact@semerap.fr

